

Art. 7. De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 8. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2016 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 10. De Ministers worden, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 september 2019.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en belast met het toezicht op
"Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DÉSIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204342]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant interdiction de l'usage de certains ustensiles en plastique à usage unique dans les établissements ouverts au public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 6;

Vu le décret-programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement, l'article 450;

Vu l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, tel que modifié;

Vu l'avis 65.783/4 du Conseil d'Etat donné le 24 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport établi le 26 juin 2018 conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant la hiérarchie des déchets;

Considérant la directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement, les articles 4 et 5 et les annexes A et B;

Considérant le développement de la production de matières plastiques pour des applications à faible durée de vie;

Considérant la consommation de ressources et les impacts sur l'environnement découlant de cette production et de l'usage unique d'ustensiles jetables en matière plastique;

Considérant qu'aux termes de la directive un pourcentage élevé des déchets sauvages est imputable à divers produits en plastique;

Considérant le développement de la consommation hors domicile;

Considérant que par établissement ouvert au public il y a lieu d'entendre tout établissement ou lieu, ouvert ou délimité par une enceinte, fixe ou ambulante, accessible à du public de manière continue ou ponctuelle, tel que l'établissement horeca, la cantine scolaire, le lieu de travail, le centre sportif ou culturel, le site de concert de plein air;

Considérant que des alternatives existent pour différents types d'ustensiles, en particulier des alternatives réutilisables ou en d'autres matières;

Considérant le rôle d'exemplarité des pouvoirs publics;

Considérant les risques accrus d'abandon de déchets sur les événements drainant un public important, considérant qu'une exception à l'interdiction des gobelets en plastique à usage unique se justifie pour rencontrer les difficultés opérationnelles propres à certains événements, pour autant que les gobelets soient effectivement collectés sélectivement en vue d'être recyclés;

Considérant qu'il y a lieu de laisser un temps d'adaptation aux acteurs concernés;

Considérant les avis du pôle environnement section déchets, d'Horeca Wallonie, de Fevia et de Comeos;

Considérant que pour certains ustensiles et certaines applications, le Ministre doit pouvoir prévoir des exceptions s'il est démontré que la mesure d'interdiction n'apporte pas de gain environnemental;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'administration : l'administration visée à l'article 2, 22^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2^o l'établissement ouvert au public : tout établissement ou lieu, ouvert ou délimité par une enceinte, accessible au public, y compris si cet accès est limité à certaines catégories de personnes, et où sont fournis des biens ou services à titre gratuit ou onéreux;

3^o la matière plastique : un polymère au sens de l'article 3, point 5), du Règlement (CE) n^o 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil, auquel des additifs ou d'autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui est capable de jouer le rôle de composant structurel principal de l'objet final, à l'exception des polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés;

4^o le Ministre : le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions;

5^o le public : les consommateurs, en ce compris les visiteurs et le personnel de l'établissement;

6^o l'ustensile en plastique à usage unique : l'ustensile fabriqué entièrement ou partiellement à partir de plastique, qui n'est pas conçu, créé ni mis sur le marché pour accomplir pendant sa durée de vie, plusieurs trajets ou rotations en étant retourné à un producteur ou détaillant pour être rempli à nouveau ou réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu.

Art. 2. § 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 2021, l'usage des ustensiles en matière plastique à usage unique suivants est interdit :

a) dans tous les établissements ouverts au public :

1^o les récipients pour boissons en polystyrène expansé, avec ou sans couvercle;

2^o les couverts, les baguettes et les bâtonnets mélangeurs pour boissons;

3^o les pailles, sauf si elles constituent un dispositif médical au sens de la réglementation fédérale relative aux dispositifs médicaux;

4^o les récipients en polystyrène expansé, avec ou sans moyen de fermeture, utilisés pour contenir des aliments généralement consommés dans le récipient, et destinés à être consommés immédiatement, sur place ou à emporter, sans autre préparation;

5^o les assiettes;

6^o les tiges en plastique fixées aux ballons de baudruche destinés à des consommateurs, les mécanismes de ces tiges, et les ballons de baudruche équipés de ces tiges et mécanismes;

b) dans le cadre du fonctionnement propre des autorités régionales, ainsi que de leurs événements : les récipients en plastique à usage unique pour le service de boissons;

c) dans le cadre d'événements soumis à autorisation : les récipients en plastique à usage unique pour le service de boissons, à moins que ceux-ci ne fassent l'objet d'une collecte sélective en vue de leur recyclage.

A partir du 1^{er} janvier 2022, l'interdiction visée à l'alinéa premier, b), est également applicable au matériel de restauration en plastique à usage unique destiné au service d'aliments préparés.

§ 2. Le Ministre peut prévoir des exceptions à l'interdiction visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, b) et c), et alinéa 2, pour certains ustensiles dans certaines applications, si l'interdiction ne conduit pas à un gain environnemental.

Art. 3. Conformément à l'article du 450 du décret-programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement, l'article 75 dudit décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Art. 4. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204342]

18. JULI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Verbot der Verwendung von bestimmten Einwegkunststoffartikeln in den öffentlich zugänglichen Einrichtungen

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 6;

Aufgrund des Programmdekrets vom 17. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Beschäftigung, Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Umwelt, ökologischer Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen, Energie, Klima, Flughafenpolitik, Tourismus, Landwirtschaft, Natur und Forstwesen, lokale Behörden und Wohnungswesen, Artikel 450;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 24. April 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 65.783/4;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 26. Juni 2018;

In Erwägung der Abfallhierarchie;

In Erwägung der Richtlinie (EU) 2019/904 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 über die Verringerung der Auswirkungen bestimmter Kunststoffprodukte auf die Umwelt, Artikel 4 und 5 und der Anhänge A und B;

In Erwägung der steigenden Produktion von Kunststoff für kurzlebige Anwendungen;

In Erwägung des Ressourcenverbrauchs und der Umweltauswirkungen, die sich aus dieser Produktion und der einmaligen Verwendung von Einwegkunststoffartikeln ergeben;

In der Erwägung, dass nach der Richtlinie ein hoher Prozentsatz der "wilden" Müllentsorgung auf verschiedene Kunststoffprodukte zurückzuführen ist;

In Erwägung der Entwicklung des Außer-Haus-Konsums;

In der Erwägung, dass unter einer öffentlich zugänglich Einrichtung jede Einrichtung oder jeder Ort zu verstehen ist, der offen oder durch eine feste oder mobile Einfriedung abgegrenzt ist, die der Öffentlichkeit ständig oder gelegentlich zugänglich ist, wie beispielsweise der Gaststättenbetrieb, die Schulkantine, der Arbeitsplatz, das Sport- oder Kulturzentrum, das Freiluftkonzertgelände;

In der Erwägung, dass es für verschiedene Arten von Utensilien Alternativen gibt, insbesondere wiederverwendbare Alternativen oder andere Materialien;

In Erwägung der vorbildlichen Rolle der Behörden;

In Erwägung der gestiegenen Risiken des Liegenlassens von Abfällen bei Veranstaltungen, die eine große Öffentlichkeit anziehen; in der Erwägung, dass eine Ausnahme vom Verbot von Einweg-Plastikbechern gerechtfertigt ist, um den besonderen operationellen Schwierigkeiten bestimmter Veranstaltungen zu begegnen, sofern die Becher tatsächlich selektiv zum Recycling gesammelt werden;

In der Erwägung, dass den betroffenen Akteuren Zeit für die Anpassung eingeräumt werden sollte;

In Erwägung der Stellungnahmen des Ressorts "Umwelt", Abteilung Abfälle, von "Horeca Wallonie", Fevia und Comeos;

In der Erwägung, dass der Minister für bestimmte Utensilien und Anwendungen Ausnahmen muss vorsehen können, wenn nachgewiesen wird, dass die Verbotsmaßnahme keinen ökologischen Nutzen bringt;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines***Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° die Verwaltung: die Verwaltung nach Artikel 2 Ziffer 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° öffentlich zugängliche Einrichtung: jede Einrichtung oder jeder Ort, die bzw. der offen oder durch eine Einfriedung umschlossen, für die Öffentlichkeit zugänglich ist, auch wenn dieser Zugang auf bestimmte Personengruppen beschränkt ist, und wo Waren oder Dienstleistungen kostenlos oder gegen Entgelt bereitgestellt werden;

3° Kunststoff: ein Polymer im Sinne des Artikels 3 Nummer 5 der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006, dem möglicherweise Zusatzstoffe oder andere Stoffe zugesetzt wurden und der als Hauptstrukturbestandteil von Endprodukten fungieren kann, ausgenommen natürliche Polymere, die nicht chemisch modifiziert wurden;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

5° die Öffentlichkeit: die Verbraucher, einschließlich der Besucher und des Personals der Einrichtung;

6° Einwegkunststoffartikel: ein ganz oder teilweise aus Kunststoff bestehender Artikel, der nicht konzipiert, entwickelt und in Verkehr gebracht wird, um während seiner Lebensdauer mehrere Produktkreisläufe zu durchlaufen, indem er zur Wiederbefüllung oder Wiederverwendung zum ursprünglichen Verwendungszweck an einen Hersteller zurückgegeben wird;

Art. 2. § 1. Ab dem 1. Januar 2021 wird die Verwendung der folgenden Einwegkunststoffartikel verboten:

a) in allen der Öffentlichkeit zugänglichen Einrichtungen:

1° Getränkebehälter aus expandiertem Polystyrol mit oder ohne Deckel;

2° Besteck, Essstäbchen und Rührstäbchen;

3° Trinkhalme, es sei denn, sie stellen ein Medizinprodukt im Sinne der föderalen Gesetzgebung über Medizinprodukte dar;

4° Behälter aus expandiertem Polystyrol, mit oder ohne Verschluss, für in der Regel aus der Verpackung heraus verzehrte Lebensmittel, die dazu bestimmt sind, sofort vor Ort verzehrt oder als Take-away-Gericht ohne weitere Zubereitung mitgenommen zu werden;

5° Teller;

6° Luftballonstäbe, die zur Stabilisierung an den für Verbraucher bestimmten Ballons befestigt werden, einschließlich der Halterungsmechanismen, sowie die mit diesen Stäben und Mechanismen ausgestatteten Luftballons;

b) im Rahmen des eigenen Funktionierens der regionalen Behörden, sowie ihrer Veranstaltungen: Kunststoffeinwegbehälter für die Bedienung von Getränken;

c) im Rahmen genehmigungspflichtiger Veranstaltungen: Einweg-Kunststoffbehälter für die Bedienung von Getränken, sofern sie nicht getrennt für das Recycling gesammelt werden.

Ab dem 1. Januar 2022 gilt das in Absatz 1, Buchstabe b) genannte Verbot ebenfalls für Kunststoff-Catering-Einwegartikel, die für die Bedienung von Fertiggerichten bestimmt sind.

§ 2. Der Minister kann für bestimmte Utensilien in bestimmten Anwendungen Ausnahmen von dem in Paragraph 1 Absätze 1, b und c sowie Absatz 2 genannten Verbot vorsehen, wenn das Verbot nicht zu einem Umweltvorteil führt.

Art. 3. Gemäß Artikel 450 des Programmdekrets vom 17. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Beschäftigung, Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Umwelt, ökologischer Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen, Energie, Klima, Flughafenpolitik, Tourismus, Landwirtschaft, Natur und Forstwesen, lokale Behörden und Wohnungswesen, tritt Artikel 75 des besagten Dekrets am 1. Januar 2021 in Kraft.

Art. 4. Der Minister wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204342]

18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering houdende verbod tot het gebruik van bepaalde kunststofartikelen voor eenmalig gebruik in publiek toegankelijke inrichtingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 6;

Gelet op het programmadecreet van 17 juli 2018 houdende verschillende maatregelen inzake tewerkstelling, vorming, economie, industrie, onderzoek, innovering, digitale technologieën, leefmilieu, ecologische overgang, ruimtelijke ordening, openbare werken, mobiliteit en vervoer, energie, klimaat, luchthavenbeleid, toerisme, landbouw, natuur, bossen, plaatselijke besturen en huisvesting, inzonderheid op artikel 450;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval, zoals gewijzigd;

Gelet op advies nr. 65.783/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport opgesteld op 26 juni 2018 overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de afvalhiërarchie;

Gelet op de Richtlijn (EU) 2019/904 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de vermindering van de effecten van bepaalde kunststofproducten op het leefmilieu, inzonderheid op de artikelen 4 en 5 en op de bijlagen A en B;

Gelet op de ontwikkeling van de productie van kunststofsubstanties voor toepassingen met een korte levenscyclus;

Gelet op het verbruik van hulpbronnen en de effecten van die productie en van het eenmalig gebruik van kunststofwegwerpobjecten op het leefmilieu;

Overwegende dat een hoog percentage zwerfvuil volgens dezelfde richtlijn toe te schrijven is aan verscheidene kunststofproducten;

Gelet op de ontwikkeling van de consumptie buitenshuis;

Overwegende dat onder "publiek toegankelijke inrichting" iedere inrichting of iedere plaats dient te worden verstaan, die open is of afgebakend wordt door een vaste of wegneembare omheining, die continu of punctueel voor het publiek toegankelijk is, zoals horeca inrichtingen, de schoolkantine, de werkplek, het sport- of cultureel centrum, de plaats van een concert in openlucht;

Overwegende dat er voor verschillende types artikelen alternatieven bestaan, in het bijzonder herbruikbare alternatieven of in andere stoffen;

Gelet op de voorbeeldfunctie van de overheid;

Overwegende dat er een verhoogd risico op het achterlaten van afval bestaat voor evenementen waar veel publiek op afkomt, overwegende dat een uitzondering op het verbod op kunststofbekertjes voor eenmalig gebruik verantwoord is om in te spelen op operationele moeilijkheden van sommige evenementen voor zover de bekertjes daadwerkelijk selectief worden opgehaald voor recyclagedoeleinden;

Overwegende dat betrokkenen een bepaalde aanpassingstijd moeten krijgen;

Gelet op de adviezen van de Beleidsgroep Leefmilieu, Afdeling Afvalstoffen, Horeca Wallonië, Fevia en Comeos;

Overwegende dat de Minister voor sommige artikelen en sommige toepassingen in uitzonderingen moet kunnen voorzien indien aangetoond wordt dat de verbodsmaatregel geen milieuwinst oplevert;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de administratie: de administratie zoals bedoeld in artikel 2, 22°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° de publiek toegankelijke inrichting: iedere inrichting of iedere plaats die open is of afgebakend wordt door een omheining, toegankelijk voor het publiek, ook als die toegang beperkt wordt tot bepaalde categorieën van personen, en waar kosteloos of onder bezwarende titel goederen of diensten worden verstrekt;

3° kunststof: een polymeer in de zin van artikel 3, punt 5, van Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad waaraan additieven of andere stoffen kunnen zijn toegevoegd, en dat kan fungeren als structureel hoofdbestanddeel van het eindobject, uitgezonderd de natuurlijke polymeren die niet chemisch zijn gewijzigd;

4° de Minister: de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is;

5° het publiek: de consumenten, daaronder begrepen de bezoekers en het personeel van de inrichting;

6° het kunststofartikel voor eenmalig gebruik: het artikel dat geheel of gedeeltelijk uit junststof is vervaardigd dat niet bedacht, gecreëerd of op de markt is gebracht om tijdens zijn levensduur meerdere trajecten of rotaties te voltooien waarbij het naar een producent of detailhandelaar terugkeert om opnieuw gevuld of gebruikt te worden met een identiek gebruik als het gebruik waarvoor het bedacht is.

Art. 2. § 1. Vanaf 1 januari 2021 is het gebruik van volgende kunststofartikelen met een eenmalig gebruik verboden:

a) in publiek toegankelijke inrichtingen:

1° drankrecipiënten in geëxpandeerd polystyreen met of zonder deksel;

2° bestek, stokjes of roerstaafjes voor dranken;

3° rietjes, behalve als ze een medisch hulpmiddel vormen in de zin van de federale reglementering betreffende de medische hulpmiddelen;

4° recipiënten in geëxpandeerd polystyreen, met of zonder sluiting, gebruikt voor het bevatten van voedingswaren die over het algemeen, zonder enig andere bereiding, ter plaatse of als meeneemartikel, onmiddellijk in de recipiënt worden verbruikt;

5° borden;

6° ballonstokjes uit kunststof voor opblaasbare ballonnen voor consumenten, de mechanismen van die stokjes, en de opblaasbare ballonnen uitgerust met die stokjes en mechanismen;

b) in het kader van de eigen functionering van de gewestelijke overheid, en haar evenementen: de kunststofrecipiënten voor eenmalig gebruik voor de drankverdeling;

c) in het kader van vergunningsplichtige evenementen: kunststofrecipiënten voor eenmalig gebruik voor de drankverdeling, tenzij zij selectief worden opgehaald met het oog op recyclage.

Vanaf 1 januari 2022 is het verbod, bedoeld in lid 1, b), eveneens van toepassing op, bij eetgelegenheden gebruikt, kunststofmateriaal voor eenmalig gebruik, bedoeld voor de verdeling van bereide voedingswaren.

§ 2. De Minister kan in uitzonderingen op het verbod, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, b) en c), en lid 2, voorzien voor sommige artikelen in bepaalde toepassingen als het verbod niet tot een milieuwinst leidt.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 450 van het programmadecreet van 17 juli 2018 houdende verschillende maatregelen inzake tewerkstelling, vorming, economie, industrie, onderzoek, innovering, digitale technologieën, leefmilieu, ecologische overgang, ruimtelijke ordening, openbare werken, mobiliteit en vervoer, energie, klimaat, luchthavenbeleid, toerisme, landbouw, natuur, bossen, plaatselijke besturen en huisvesting treedt artikel 75 van bedoeld decreet in werking op 1 januari 2021.

Art. 4. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO